

## **12 députés au « Tibet libre »**

Du 22 au 24 mars dernier, je me suis rendue avec 11 députés du groupe d'études de l'Assemblée nationale sur le problème du Tibet à Dharamsala (Inde), capitale du Tibet en exil, à l'invitation du président de l'Assemblée tibétaine M. Pema Jungney.

L'Assemblée nationale tibétaine se réunit deux fois par an durant deux semaines (en mars et septembre), pour traiter des sujets identiques à ceux de notre parlement : lois et budgets qui régissent la vie de la communauté tibétaine en exil depuis le massacre de Lhassa en mars 1959 qui vit le Dalaï Lama s'installer avec une partie de son peuple dans le nord de l'Inde à Dharamsala. Nous avons souhaité répondre à cette invitation pour nous rendre compte de la situation du peuple tibétain en exil et également pour apporter notre soutien aux responsables tibétains qui luttent pour la reconnaissance de leur cause.

Le programme de ces trois jours était chargé : participation à la session budgétaire de l'Assemblée tibétaine, réception par le Président de l'Assemblée tibétaine et par les 46 députés venus de toute la planète ; entretiens avec le Premier ministre du gouvernement tibétain, le Pr. Samdhong Rinpoche, et avec le Dalaï Lama ; visite du Tsuglakhang (temple bouddhiste), du musée du Tibet, du Norbulingka (centre culturel et artisanal), du centre d'accueil des réfugiés, du village d'enfants tibétains, de la bibliothèque et de l'institut médical et d'astrologie...

Le sentiment partagé par tous est l'admiration pour l'organisation de cette communauté tibétaine qui en 46 ans a réussi à recréer une véritable démocratie et à bâtir une société solidaire dont l'autonomie au sein de la République indienne est le modèle de ce qui pourrait être fait dans une Chine dont le gouvernement substituerait le dialogue à la répression.

Le Dalaï Lama, dans un entretien de près de deux heures, nous a redit sa volonté de ne plus assumer de responsabilité politique et nous a rappelé sa Charte de la Paix de cinq points dont l'autonomie et le dialogue sont le fondement. Il nous a par ailleurs confirmé que, dans ce cadre, il souhaite que les responsabilités politiques d'un gouvernement tibétain autonome ne soient confiées qu'aux Tibétains du Tibet et non à ceux de l'exil.

Pourquoi ce qui fonctionne en Inde depuis 46 ans sans troubler le gouvernement et le peuple indien ne pourrait-il pas être une réalité en Chine ?

Nous avons vu la démocratie tibétaine à l'œuvre au Parlement et nous avons pu constater combien l'organisation sociale de cette communauté en exil est un exemple de solidarité collective.

Cela commence par le Centre d'accueil des réfugiés qui apporte le réconfort matériel et psychologique à tous ceux qui franchissent, dans des conditions souvent très précaires, la chaîne himalayenne après plusieurs jours de marche dans la neige et le froid. Il nous a été donné de parler à une petite fille de 11 ans, dernière d'une fratrie de cinq enfants, qui était arrivée 10 jours auparavant après 27 jours de marche, seule dans un groupe d'adultes auquel ses parents l'avaient confiée. Le témoignage d'enfants de 4 à 6 ans, à travers leurs dessins

décrivant avec réalisme les actes quotidiens de répression du gouvernement de Pékin, fut bouleversant et révèle le traumatisme subi. L'encadrement éducatif est absolument exemplaire pour les jeunes enfants comme pour les plus âgés des adolescents et les jeunes adultes à qui on enseigne, dès leur arrivée à Dharamsala, les rudiments d'hindi et d'anglais pour qu'ils s'adaptent à leur nouvelle vie avant d'être dirigés sur le TCV (Tibetan Children Village) ou le Norbulingka. Dans ces deux lieux d'éducation et de formation, c'est d'abord la transmission de la culture tibétaine qui est privilégiée.

Au TCV, 2600 enfants de 3 à 18 ans sont pris en charge par des enseignants de qualité et ce sont des mères qui assument la transmission de cette culture et s'occupent des enfants orphelins. Dirigé par la sœur du Dalai Lama, Jetsun Pema, le TCV est la pépinière des futurs cadres de la nation tibétaine dont la réussite professionnelle en Inde est souvent exemplaire, avec l'espoir secret qu'un jour elle se réalisera au Tibet.

Le Norbulingka assure quant à lui l'apprentissage et la perpétuation de la tradition d'art et d'artisanat dont les produits vendus permettent son fonctionnement.

Tout est conçu en fonction de cette volonté de faire perdurer une culture ancestrale qui est indispensable pour continuer l'histoire d'un peuple pour le moment en exil mais qui vit dans l'attente de retrouver tôt ou tard sa terre.

Dans ces conditions, nos démocraties ne doivent jamais oublier ce qui les fonde : le respect de la dignité humaine, la liberté de conscience et de religion, le respect du droit international, des libertés publiques, politiques et individuelles.

Le peuple tibétain a plus à craindre aujourd'hui du capitalisme d'état chinois que du maoïsme d'hier ; et la répression qui se poursuit, masquée par le commerce, fait que le Tibet est un sujet qui pourrait fâcher et mettre en péril les carnets de commandes que se disputent les grandes puissances, d'où une chape de plomb sur tout ce qui touche le Tibet et à son peuple.

Si le Dalai Lama, Prix Nobel de la Paix en 1989 (année des événements sanglants de la place Tien An Men) a été reconnu comme une autorité morale, le développement des échanges économiques avec la Chine n'implique pas que nous renoncions à notre tradition humaniste et à nos idéaux démocratiques.

Voilà pourquoi douze députés français (des sénateurs se rendront à leur tour à Dharamsala fin avril) ont voulu exprimer leur soutien à la démocratie tibétaine et donner un témoignage de reconnaissance et de légitimité à leurs homologues tibétains.

Si le dialogue avec les autorités de Pékin comme les échanges économiques avec la Chine sont une réalité et une nécessité, il importe de parler toujours et encore du Tibet, de sa place dans notre histoire universelle. C'est notre honneur et notre devoir.

Niort, le 11 avril 2005  
Geneviève GAILLARD